

Mexique - La situation nationale après le premier décembre.

samedi 12 janvier 2013, par [MARQUEZ Héctor](#) (Date de rédaction antérieure : 11 janvier 2013).

Le premier décembre vers minuit débuta dans un Palais Présidentiel et un centre ville militarisé la cérémonie de passation de pouvoir entre Felipe Calderón et Enrique Peña Nieto (EPN). Cette mascarade démocratique manifestait le caractère frauduleux et usurpateur du nouveau régime.

À l'aube, les premiers affrontements entre groupes ultras et forces de polices commencèrent à San Lazaro autour du Parlement où le nouveau président allait prêter serment. Affrontement n'est certainement pas le terme le mieux choisi car à ce stade les forces de police se sont contentées d'encaisser stoïquement les coups. C'est aux alentours de sept heures du matin, lorsque les premiers contingents étudiants du mouvement « Je suis le 132 » sont arrivés sur place, et alors que les groupes ultras se retiraient, qu'ordre a été donné à la police de riposter avec force gaz lacrymogène et balles en caoutchouc, provoquant de nombreux blessés dont deux graves. Selon un scénario qui semblait bien réglé, la répression, à la charge du Gouvernement Fédéral et du Gouvernement « progressiste » de la Capitale, qui a ainsi démontré son allégeance au régime, s'est donc abattue sur les manifestants pacifiques. Des images montrant des personnes au style vestimentaire similaire à celui des membres des groupes ultras, circulant sans être inquiétées au milieu des éléments de police dans le périmètre de protection inaccessible aux manifestants, montre clairement la présence d'infiltrés ayant joué le rôle de provocateurs. Les personnes appréhendées l'ont été bien plus tard et loin du théâtre des affrontements matinaux. Parmi elles, et là aussi des images l'attestent, des manifestants pacifiques, mais aussi de nombreux passants qui vauquaient à leurs occupations dans le centre ville et qui sont tombés dans les mailles de l'impressionnant dispositif policier.

Le message du nouveau Gouvernement se voulait dès lors extrêmement clair : cela aurait pu être vous...Mieux vaut donc rester chez soi. Une partie des personnes arrêtées ont été libérées faute de preuves alors que quatorze d'entre elles l'ont été sous caution dans l'attente d'un procès au cours duquel elles devront répondre de l'accusation, à caractère politique, « d'attaque à la paix publique ». Malgré la très agressive campagne de lynchage politico-médiatique des protestataires, un mouvement pour la libération des prisonniers politiques et la poursuite des responsables des excès commis par les forces de l'ordre a vu le jour immédiatement et s'est manifesté à plusieurs reprises, obtenant la libération de tous les détenus.

Un mouvement en reflux, mais pas de déroute

Sans être massives, des manifestations de rejet à l'élection imposée d'EPN se sont déroulées dans de nombreuses villes du pays. Le grand mouvement qui a surgi dans la période pré-électorale, qui visait à empêcher un retour du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) au pouvoir et qui s'est transformé en un mouvement contre la fraude électorale et l'élection imposée d'EPN après l'élection du premier juillet, est donc entré dans une phase de reflux relatif qui pourrait bien n'être que temporaire. Dans son histoire, le Mexique a connu des épisodes de répression massive et l'écrasement d'importants mouvements qui ont été suivi de longues périodes de reflux. Ce fut le cas du mouvement des cheminots à la fin des années 50, ou du mouvement étudiant de 68, écrasé dans le sang. Rien de tel cette fois-ci. Malgré son caractère autoritaire et des velléités répressives jamais démenties, le régime fait aujourd'hui face à un mouvement populaire qui, bien que fragmenté, a mené de

nombreuses luttes et accumulé des forces importantes au cours des dernières années. L'affaiblissement de la Convention contre l'Élection Imposée est principalement dû au refus d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) de s'y associer et d'entamer une lutte conséquente contre la fraude électorale. C'est donc au mouvement « Je suis le 132 » qu'a échu la responsabilité écrasante de mener cette bataille. De son côté AMLO porte la lourde responsabilité d'avoir canalisé dans le labyrinthe institutionnel l'immense mouvement civique et populaire qu'avait suscité sa candidature empêchant ainsi une épreuve de force annoncée avec le régime.

La nécessité d'une alternative politique

Le Parti de la Révolution Démocratique (PRD), après avoir trahi une première fois AMLO en 2006 en avalisant l'élection frauduleuse de Felipe Calderón (PAN), s'est empressé de récidiver en poussant cette fois la logique jusqu'au bout par la signature d'un « Pacte pour le Mexique » avec le PRI et le PAN. Le PRD achève donc sa mutation en assumant sans faux-semblant l'agenda néolibéral, autoritaire et répressif de l'oligarchie mexicaine. Une partie importante de la gauche institutionnelle qui ne voulait pas d'une candidature d'AMLO avait dû l'accepter à contre cœur grâce à la dynamique créée par Le Mouvement pour la Régénération Nationale (MORENA), tout en essayant de l'entraver quand cela était possible. Après une série de congrès locaux et étatique, le Congrès National de MORENA s'est tenu fin novembre à Mexico. Ce dernier, après un processus de consultation qui ne s'est pas déroulé sans problème d'un point de vue démocratique, a pris la décision de lancer le processus d'obtention de sa reconnaissance légale auprès de l'Institut Fédéral Électoral (IFE). Nombre de cadres du futur parti sont des proches d'AMLO qui ont été cooptés, et non pas élus, au prétexte qu'il s'agissait de personnes « respectables ». Signalons que le Congrès National s'est déroulé sans débat, le seul discours prononcé ayant été celui d'AMLO. De par sa composition pluri classiste et un programme tentant de concilier des intérêts fortement opposés, MORENA aura donc les traits d'un nouveau PRD. Dans le cadre de cet important processus de recomposition politique, la décision prise à la mi décembre par la Commission Exécutive Nationale (CEN) de l'Organisation Politique du Peuple et des Travailleurs (OPT) de tenter d'obtenir également la reconnaissance légale auprès des autorités électorales revêt une importance particulière.

L'OPT qui trouve son origine dans la lutte du Syndicat Mexicain des Électriciens (SME) mais qui regroupe aujourd'hui d'autres forces sociales représente l'ossature de ce qui pourrait devenir un futur parti des travailleurs (au sens large et pas seulement de la classe ouvrière industrielle), doté d'un programme classiste de rupture avec le régime capitaliste. L'OPT se lancera donc dans cette coûteuse et difficile bataille et tentera de remplir les conditions drastiques et fortement anti démocratiques imposées par la législation mexicaine. Cette bataille revêt une importance redoublée au moment où des secteurs de la population qui ont participé à la campagne électorale d'AMLO, déçus par les renoncements de ce dernier et par l'orientation conciliatrice prise par le futur parti MORENA, pourraient faire le choix de rejoindre un parti ancré dans les luttes des secteurs les plus avancés de la classe ouvrière. La gauche socialiste et révolutionnaire doit prendre toute la mesure de la bataille et s'y investir pleinement car elle représente l'opportunité de voir une partie de la classe ouvrière se détacher de la gauche social-libérale, sortir du giron du PRI et conquérir enfin son indépendance politique.

Héctor Márquez, correspondant de *solidaritéS* à Mexico.
